

REPUBLIQUE – GABONAISE
Union – Travail – Justice



19^e COP/9^e CMP

ALLOCUTION DE

SON EXCELLENCE NOEL NELSON MESSONE,
AMBASSADEUR, REPRESENTANT PERMANENT
DE LA REPUBLIQUE GABONAISE
AUPRES DES NATIONS UNIES A NEW YORK

Varsovie, le 21 novembre 2013

Vérifier à l'audition

**Monsieur le Président,
Mesdames, et Messieurs les Ministres,
Mesdames et Messieurs les Ambassadeurs,
Distingués Délégués,**

Le Gabon est honoré de participer à nos assises de Varsovie, la 19^{ème} Conférence des Parties à la Convention Cadre des Nations Unies sur les changements climatiques et la 9^{ème} Réunion des parties au protocole de Kyoto.

Nous vous félicitons pour votre accession à la présidence de la COP, et vous remercions de l'accueil bienveillant qui nous a été réservé.

Nous félicitons également le Secrétariat de la bonne préparation de nos travaux.

Nous voudrions aussi exprimer au Peuple des Philippines la sympathie et la solidarité profonde du Peuple et des Autorités Gabonaises, au premier chef desquelles le Président de la République Gabonaise, S.E. Ali BONGO ONDIMBA. Ces événements tragiques doivent nous interpeler, et nous amener à surmonter nos hésitations et nos divergences, face au défi du changement climatique, qui menace chaque jour notre avenir commun.

Monsieur le Président,

Les données scientifiques récentes sont alarmantes. Les émissions de gaz à effet de serre évoluent à un rythme qui pourrait faire monter les températures au delà du seuil irréversible des 2° celsius.

Les pays africains et les Etats insulaires sont les plus vulnérables à ces changements. Les progrès réalisés dans leur développement au cours de cette décennie, pourraient être compromis du fait des effets climatiques négatifs. C'est pourquoi la communauté internationale doit s'engager rapidement et de manière de plus en plus ambitieuse.

Pour le Gabon, le changement climatique est le plus grand défi auquel la présente génération est confrontée. En effet, comment développer un pays recouvert à plus de 88% de forêts tropicales, dont l'importance pour la vie des populations, pour la stabilisation du climat et pour la biodiversité n'est plus à démontrer? Comment poursuivre le développement d'un pays, dont la majeure partie des activités humaines et économiques est concentrée sur un littoral menacé?

Monsieur le Président,

Le Gabon, face à ce défi, n'entend pas être une simple victime. Le Gabon voudrait contribuer aux solutions dans le cadre d'un dialogue et d'un partenariat de responsabilité équitablement partagée.

C'est dans cette optique que s'inscrit la vision du Gabon émergent à l'horizon 2025, articulée par le Président de la République Gabonaise. C'est tout le sens de notre Plan National Climat, qui est une démarche d'ajustement et d'intégration des actions, afin de mieux lutter contre le changement climatique et d'en saisir les opportunités.

Notre politique nationale, **Monsieur le Président**, donne des résultats dans deux secteurs clés de notre économie:

La forêt gabonaise, qui couvre 88% de notre territoire, a connu un taux de déforestation décroissant au cours des vingt dernières années. Aujourd'hui, pour pérenniser cette réduction, tous les secteurs impactant sur la forêt s'harmonisent dans un Plan National d'Affectation des Terres. De plus, nous nous sommes dotés d'une station de réception directe de données satellites afin d'assurer l'observation régulière des forêts, autour de laquelle nous sommes disposés à coopérer. Nous assumons ici notre responsabilité à gérer ce patrimoine essentiel à l'équilibre du climat et de la planète.

Dans le secteur pétrolier, principal émetteur de gaz à effet de serre au Gabon, notre **plan national de réduction du torchage et de valorisation du gaz associé** a permis de réduire à ce jour 25% des émissions de gaz torchés, effort récompensé par le prix 2012 du Global Gas Flaring Reduction, de la banque mondiale, avec pour objectif une réduction de 50% en 2015.

Ces actions nous amènent à construire un modèle de développement qui concilie de manière effective Croissance économique, Bien-être social et Préservation de l'environnement.

Monsieur le Président,

A Varsovie, notre action doit être un tournant, au regard des données scientifiques récentes. Nous devons ici progresser sur les questions non résolues et jeter les bases d'un nouvel accord à Paris en 2015.

Le Gabon souhaite plus de justice climatique pour l'Afrique, car elle n'est responsable que de 2,4% des émissions mondiales, mais son fardeau en termes de PIB est le plus élevé au monde.

L'objectif mondial de 2°Celsius, comme seuil du réchauffement global moyen à ne pas dépasser, requiert l'effort équitable de tous. Nous devons tous nous engager pour plus d'ambition dans la réduction des émissions, tout en tenant compte du contexte de développement des pays.

Les programmes d'adaptation aux conséquences du changement climatique dans les pays africains doivent être davantage soutenus, car l'Afrique ne reçoit que moins de 2% des fonds d'adaptation et c'est pourquoi le Fonds d'adaptation doit être renforcé. Ces efforts doivent être orientés vers les transferts de technologies pour surveiller les changements environnementaux et moderniser l'agriculture en Afrique.

S'agissant de la finance à long terme, nous appuyons toutes les mesures visant à la rendre prévisible, transparente, équitable. Les engagements pris doivent être respectés. Dans cette optique, les efforts déployés par les pays des bassins forestiers, tel que le Gabon, doivent être soutenus, au-delà du programme REDD+.

La mise en place d'un mécanisme institutionnel sur les pertes et préjudices pourrait être une des décisions majeures de Varsovie à laquelle le Gabon est favorable.

A deux ans de la Conférence de Paris en 2015, nous devons à Varsovie convenir d'une feuille de route devant nous mener vers l'adoption d'un accord contraignant à Paris.

Monsieur le Président,

Avant de conclure, mon pays tient à remercier tous nos partenaires qui contribuent à la mise en œuvre des actions de notre Plan National Climat. Le Gabon se réjouit des initiatives de coopération Sud-Sud.

Le Gabon salue l'initiative du Secrétaire Général de l'ONU d'organiser une réunion de haut niveau sur le climat en septembre prochain. Nous souhaitons qu'elle soit l'occasion d'un engagement politique fort, notamment en ce qui concerne le Fonds vert pour le Climat.

Enfin, Monsieur le Président, nous saluons tous vos efforts pour que la COP 19 soit une occasion de mobiliser tous les acteurs concernés, et en particulier le secteur privé dont le rôle est essentiel pour nos objectifs de finance et de transfert de technologie.

On ne le dira jamais assez que c'est ensemble, dans un partenariat de responsabilité partagée et différenciée, que nous devons lutter contre le changement climatique.

Je vous remercie.